

OHADA P. 6

À Lomé, les ministres des Finances tracent la voie d'une autonomie financière pour garantir l'intégration juridique



SWEDD+

Faure Gnassingbé offre gratuitement la phase pilote à 1500 jeunes filles du Grand Lomé P. 5

Nouvelle Opinion

Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations générales d'analyses et de publicité

N° 955 du 11 mai 2026

Campagne nationale de chirurgie cardiovasculaire à Dogta-Lafiè



Le Togo réussit son baptême du feu P.4

Retour aux sources Savi de Tové P. 4 communité avec la population de Mission-Tové



Agoè-Nyivé 1

La CCI-Togo se rapproche des opérateurs économiques P. 2



Vis l'instant Yas
YasApp
L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien!

Scanne, télécharge et utilise gratuitement la YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert!

Agoè-Nyivé 1

La CCI-Togo se rapproche des opérateurs économiques

Le mardi 5 mai 2026, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo a inauguré sa Délégation Régionale du Grand Lomé, dans la commune d'Agoè-Nyivé 1. Une étape clé de sa réforme, pensée pour rapprocher l'institution consulaire des réalités quotidiennes des opérateurs économiques de la capitale.

Sous les regards du ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique chargé du Commerce, Badanam Patoki, du Président de la CCI-Togo, Dr José

Pourquoi Agoè-Nyivé 1 ? Parce que le Grand Lomé pèse plus de 30 % du PIB national et concentre l'essentiel de l'activité économique du pays. Pourtant, jusqu'ici, beaucoup de formalités imposaient aux entrepreneurs de traverser la ville pour accéder aux services de la Chambre. Avec cette nouvelle délégation, la CCI-Togo veut casser cette distance. Création d'entreprise, accompagnement à l'export, médiation commerciale, veille économique, formation des PME : tout sera désormais traité sur



Kwassi Symenouh, et du Gouverneur du Grand Lomé, Kassa Traoré, le ruban a été coupé devant des chefs d'entreprise, des commerçants, des industriels et des élus locaux. Le message est clair : l'heure est à la décentralisation des services.

place. « Nous voulons une CCI-Togo efficace, proche et performante », a martelé Dr José Kwassi Symenouh. Concrètement, il s'agit de réduire les délais, simplifier les procédures et offrir aux entrepreneurs un seul point

d'entrée pour leurs démarches. Un gain de temps qui doit se traduire en compétitivité, alors que la ZLECAF redessine les règles du commerce en Afrique.

Pour le ministre Badanam

aux mesures de soutien de l'État. Le Gouverneur Kassa Traoré a rappelé l'enjeu d'inclusion : grandes industries, PME formelles, acteurs de l'informel en mutation, jeunes

en temps réel, dialogue facilité avec les impôts et la douane, appui à la digitalisation. Le choix d'Agoè-Nyivé 1, nouveau carrefour logistique et commercial, a été perçu comme un signal fort.

Place maintenant à l'opérationnel. La CCI-Togo prévoit d'installer des conseillers spécialisés, un centre de ressources économiques et un programme de formations adaptées aux besoins locaux. Des guichets thématiques seront organisés avec les administrations partenaires pour régler les dossiers directement sur place.

Avec cette implantation, la CCI-Togo confirme son rôle : être l'outil technique du secteur privé et le pont entre l'État et les entreprises. Dans le poumon économique du pays, la proximité n'est plus un slogan. C'est un bureau, une adresse, et des services qui ouvrent dès aujourd'hui.

Elom



Patoki, l'ouverture de cette délégation est « une avancée majeure dans la territorialisation de l'appui au secteur privé ». Elle doit permettre de mieux relayer les besoins des entreprises, de diffuser les opportunités de marchés et de fluidifier l'accès

entrepreneurs, femmes d'affaires... Le Grand Lomé est un écosystème hétérogène. La délégation devra parler à tous.

Les opérateurs économiques présents n'ont pas caché leurs attentes : dossiers traités plus vite, informations réglementaires

Paludisme

Le compte à rebours 2030 est lancé depuis Bas-Mono

C'est dans le district de Bas-Mono, à Afagnan, que le Togo a marqué ce samedi la célébration en différé de la 18e Journée mondiale de lutte contre le

l'OMS au Togo et des partenaires techniques et financiers.

Placée sous le thème « Motivés pour éliminer le



paludisme. Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi, a lancé les activités en présence du représentant résident de

paludisme : maintenant nous pouvons. Maintenant nous devons », la cérémonie a sonné comme un rappel à l'urgence. Le ministre Tessi a d'abord salué « les efforts de tous, l'engagement du pays et l'appui précieux des

partenaires », avant de poser le diagnostic : en 2025, le paludisme a touché plus de 2 millions de Togolais et causé près de 1 000 décès. Les enfants de moins de 5 ans paient le plus lourd tribut, avec un tiers des cas notifiés et plus de la moitié des hospitalisations.

Pour le gouvernement, la réponse ne se limite pas aux centres de santé. « L'assainissement de notre environnement constitue un levier essentiel pour réduire la transmission », a insisté le ministre. Entretenir les maisons, les quartiers, les écoles, les marchés, les lieux de culte et les structures de santé, a-t-il expliqué, « n'est pas seulement un devoir citoyen, c'est une action concrète et efficace de lutte contre le paludisme ». Depuis Afagnan, il a lancé un défi : faire de la ville un modèle de mobilisation communautaire dans la destruction des gîtes larvaires et l'assainissement du cadre de vie.

Le représentant de l'OMS a, de son côté, félicité « le leadership exemplaire du Gouvernement Togolais ». Il a cité plusieurs initiatives qui placent le pays sur la trajectoire de l'élimination : l'introduction

du vaccin antipaludique R21/Matrix-M dans le programme élargi de vaccination en 2025, l'extension de la chimioprévention saisonnière chez les moins de 5 ans, la campagne massive de distribution de moustiquaires imprégnées prévue en 2026, le traitement préventif intermittent pour les femmes enceintes au niveau communautaire, et la digitalisation des données à travers le Référentiel National de Données sur le Paludisme.

Malgré les progrès enregistrés, le paludisme reste endémique et représente toujours un défi majeur de santé publique. L'OMS rappelle qu'entre 2015 et 2020, l'incidence a baissé de 40 % et la mortalité de près de 50 %, mais « ce minuscule moustique continue d'être responsable de centaines de milliers de décès chaque année, principalement chez les enfants de moins de 5 ans ».

Pour le ministre comme pour l'OMS, la clé est dans les gestes du quotidien. Vider les eaux stagnantes, couvrir les récipients, entretenir les caniveaux, dormir sous moustiquaire imprégnée, consulter dès la fièvre, éviter

l'automédication et suivre les traitements prescrits : « La lutte contre le paludisme ne se limite pas aux hôpitaux ou aux programmes nationaux ; elle commence dans nos maisons, nos écoles, nos lieux de culte et nos quartiers », a souligné le représentant de l'OMS.

Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi a rendu « un hommage appuyé à Son Excellence le Président Faure Gnassingbé, Président du Conseil » pour la mise à disposition gratuite des tests de diagnostic rapide et des antipaludiques. Il a réitéré « l'engagement du gouvernement aux côtés des populations dans la lutte inlassable contre le paludisme pour un capital humain national en meilleure santé ».

Avec les outils disponibles, la volonté politique affirmée et la mobilisation attendue des communautés, le Togo se dit déterminé à passer de la réduction du fardeau à l'élimination. « Ensemble, nous pouvons atteindre l'objectif ambitieux d'éliminer le paludisme selon les ODD et offrir aux générations futures un avenir libéré de ce fléau », a conclu le représentant de l'OMS.

Agbé

Retour aux sources

Savi de Tové communité avec la population de Mission-Tové

Pour sa première sortie officielle dans son village natal depuis son arrivée à la tête de l'État, le Président de la République, Jean Lucien Savi de Tové, s'est rendu le dimanche 10 mai 2026 à Mission-Tové. Un déplacement chargé de symboles, mêlant recueillement, proximité et mémoire historique. Le Chef de l'État a pris part au culte du 5ème dimanche après Pâques à l'Église évangélique presbytérienne du Togo, paroisse de Mission-Tové. Dans ce temple considéré comme l'une des plus



anciennes implantations protestantes du pays, héritée de l'époque coloniale allemande, Savi de Tové a partagé un moment de prière avec les fidèles. L'assemblée, marquée par la présence de nombreuses autorités locales, a réservé un accueil chaleureux au Président dans cette église au fort ancrage patrimonial.



Pour ce retour à Mission-Tové, Jean Lucien Savi de Tové n'était pas seul. Plusieurs membres du gouvernement ont fait le déplacement à ses côtés, notamment Pacôme Adjourouvi, Gilbert Bawara, Kodjo Adedze et Calixte Madjoulba. Des autorités administratives et traditionnelles de la région étaient également présentes, donnant à la visite une dimension républicaine autant que familiale.

Au-delà du culte, cette visite revêt une portée symbolique forte. Revenir à Mission-Tové, prier dans l'église de son enfance et s'entourer des siens, c'est pour le Président Savi de Tové réaffirmer son attachement aux racines et aux valeurs qui ont forgé son parcours. Le choix de l'Église évangélique presbytérienne, première implantation de cette confession dans la localité, rappelle aussi la profondeur historique du lieu et son rôle dans l'histoire religieuse du Togo.

Entre communion spirituelle et présence des hautes personnalités de l'État, Mission-Tové aura marqué la première visite officielle du Président Savi de Tové sur sa terre natale.

Entre communion spirituelle et présence des hautes personnalités de l'État, Mission-Tové aura marqué la première visite officielle du Président Savi de Tové sur sa terre natale.

La Rédaction

Gouvernance locale

Faure Gnassingbé renouvelle neuf préfets pour dynamiser l'administration territoriale

Le Président du Conseil, Faure Esozimna Gnassingbé, imprime un nouveau souffle à la gouvernance de proximité. Réuni mercredi 6 mai 2026, le Conseil des ministres a procédé, par décrets, à la nomination de neuf nouveaux préfets. Cette vague de nominations, présentée comme majeure, vise à renforcer l'efficacité de l'administration territoriale et à rapprocher davantage l'État des citoyens.

Pour le compte du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et de la Chefferie coutumière, les mouvements concernent plusieurs préfectures à travers le pays. Le colonel Kidighan Kondi prend la tête de la préfecture de l'Oti. Le commissaire divisionnaire Mikidjibé Balate est nommé préfet de Kpendjal. Le colonel Ayi Sessi Aziaba hérite de Doufelgou, tandis que le colonel Koffi Akpamoura est affecté à Dankpen. Dans la région Centrale, M. Mani Anakpa devient préfet de Blitta et le chef d'escadron Mazamesso Agoh prend les rênes de la préfecture de Mô. Dans les Plateaux, le colonel Aloegnim Gnakou est nommé à Haho, M. Amen Martin Gavlo à Amou et le colonel Yao Gnakofre au Moyen-Mono.

Ce renouvellement du corps préfectoral s'inscrit dans la volonté de l'exécutif de redynamiser l'action publique au niveau local. Le Togo compte cinq régions administratives Savanes, Kara, Centrale, Plateaux et Maritime découpées en 39 préfectures et 117 communes. Chaque préfecture, dotée d'un chef-lieu et de plusieurs cantons, constitue l'échelon de mise en œuvre des politiques publiques. En 2016, la création de quatre nouvelles préfectures avait déjà traduit la volonté de rapprocher l'administration des administrés.

Au-delà des nominations préfectorales, le Conseil des ministres du 6 mai a également examiné et adopté deux projets de loi portant sur le renforcement des instruments relatifs à l'usage de l'énergie nucléaire et sur la création du

Fonds vert Togo, signe d'un agenda conjugué

administrative et enjeux stratégiques. réorganisation



Fonds vert Togo, signe d'un agenda conjugué

Elom

Accélérer l'innovation numérique

Le Djanta Tech Hub ouvre ses portes à Lomé

Le Président du Conseil, Faure Esozimna Gnassingbé, imprime un nouveau souffle à la gouvernance de proximité. Réuni mercredi 6 mai 2026, le Conseil des ministres a procédé, par décrets, à la nomination de neuf nouveaux préfets. Cette vague de nominations, présentée comme majeure, vise à renforcer l'efficacité de l'administration territoriale et à rapprocher davantage l'État des citoyens.

Pour le compte du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et de la Chefferie coutumière, les mouvements concernent plusieurs préfectures à travers le pays. Le colonel Kidighan Kondi prend la tête de la préfecture de l'Oti. Le commissaire divisionnaire Mikidjibé Balate est nommé préfet de Kpendjal. Le colonel Ayi Sessi Aziaba hérite de Doufelgou, tandis que le colonel Koffi Akpamoura est affecté à Dankpen. Dans la région Centrale, M. Mani Anakpa devient préfet de Blitta et le chef d'escadron Mazamesso Agoh prend les rênes de la préfecture de Mô. Dans les Plateaux, le colonel Aloegnim Gnakou est nommé à Haho, M. Amen Martin Gavlo à Amou et le colonel Yao Gnakofre au Moyen-Mono.

Ce renouvellement du corps préfectoral s'inscrit dans la volonté de l'exécutif de redynamiser l'action publique au



niveau local. Le Togo compte cinq régions administratives Savanes, Kara, Centrale, Plateaux et

niveau local. Le Togo compte cinq régions administratives Savanes, Kara, Centrale, Plateaux et

Suite à la page 5

Campagne nationale de chirurgie cardiovasculaire à Dogta-Lafiè Le Togo réussit son baptême du feu

L'Hôpital de Référence Dogta-Lafiè a fait le point, le vendredi 8 mai, sur la campagne nationale

local. « C'est historique », a salué le Professeur Gabriel Ciss, chef de la mission sénégalaise et chef du



de chirurgie cardiovasculaire lancée le 3 mai sous la haute impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. L'objectif affiché est d'installer durablement au Togo la chirurgie à cœur ouvert, l'une des spécialités médicales les plus complexes.

Devant la presse, l'équipe chirurgicale tripartite Togo-Sénégal-Burkina Faso a livré son

service de chirurgie thoracique, aux côtés du Dr Sawadogo Adama pour le Burkina Faso.

Le ministre Tessi au chevet des patients

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique, de la Couverture Sanitaire Universelle et des Assurances, Jean-Marie Koffi Ewounoulé Tessi, s'est rendu à Dogta-Lafiè pour constater les

franchit un autre cap. Fini l'époque où les pathologies cardiovasculaires lourdes signifiaient évacuation coûteuse à l'étranger.

« L'idée de Dogta-Lafiè est d'améliorer les soins de qualité et de réduire significativement les évacuations sanitaires », rappelle



sang sécurisée. De quoi assurer toute la chaîne, du diagnostic au suivi post-opératoire.

« Ça nous permettra de programmer les prochaines missions sans attendre. »

Appel aux partenaires pour pérenniser

Le Lt-Col Akata a remercié le Président du Conseil pour la gratuité des soins, ainsi que les partenaires et bonnes volontés. Il appelle à poursuivre le soutien : « Ces campagnes sont très coûteuses. Nous avons besoin des investisseurs pour les installer dans la durée. »

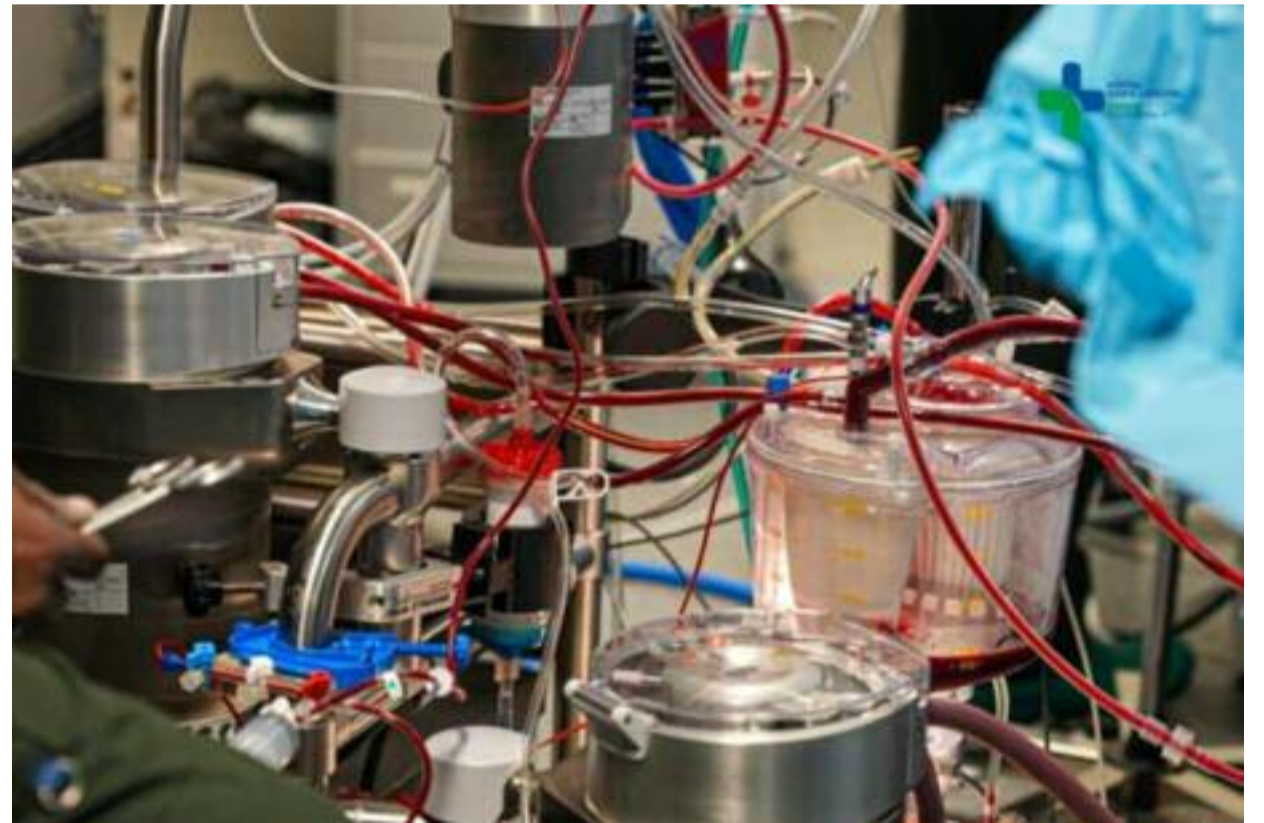
Au demeurant, du 3 au 15 mai, Dogta-Lafiè continuera par prouver que le Togo peut désormais réaliser des opérations à cœur ouvert grâce à ses propres compétences et infrastructures. À Dogta-Lafiè, la réussite de la campagne de chirurgie cardiaque marque un tournant. Plus qu'une prouesse technique, elle confirme que le



bilan à mi-parcours. Sur les patients sélectionnés sur tout le territoire par la Société togolaise de cardiologie pour la gravité de leurs pathologies, où 8 ont été opérés gratuitement et avec succès. Les huit opérations menées en cinq jours concernent

résultats.

« Le gouvernement et le Président du Conseil lui-même m'ont instruit de me rendre au chevet des bénéficiaires. J'ai vu des personnes sorties de réanimation, qui reprennent vie. On a échangé. Il y en a qui se sont



des pathologies lourdes qui condamnaient jusqu'ici les patients à des évacuations sanitaires hors de prix. Deux autres patients programmés seront opérés par l'équipe togolaise elle-même, preuve de la montée en puissance au plan

levés. Ce n'est pas simple. C'est historique », a-t-il confié à la presse.

Réduire les évacuations, affirmer la souveraineté médicale

Avec cette campagne, le Togo

avait déjà fait l'état des lieux de nos installations. Avec l'appui du Président du Conseil et du DG de la CNSS, on a lancé cette campagne. Les patients sont là et tout se passe bien. »

Un plateau technique de dernière génération

Dogta-Lafiè, hôpital de niveau 4, dispose du plateau technique le plus moderne de la sous-région : circulation extracorporelle, réanimation cardiovasculaire, imagerie de pointe, banque de

Prochaine étape

Pour préparer l'avenir, le Dr Claude Koulété, chirurgien cardiovasculaire, lance un appel : « Dès qu'un patient ressent de l'essoufflement, que ses pieds augmentent de volume et que le cardiologue retient l'indication de chirurgie cardiaque, il faut l'envoyer en consultation à Dogta-Lafiè les jeudis à partir de 10 heures. Ces malades seront inscrits sur le registre national des patients à opérer du cœur.

Togo peut jouer dans la cour des grands centres hospitaliers mondiaux. Rigueur dans les protocoles, partenariats Sud-Sud solides, équipements de dernière génération et montée en compétences des praticiens togolais. Dogta-Lafiè n'est plus seulement synonyme de modernité, car cet hôpital est désormais le visage d'une Afrique qui reprend la main sur sa santé, innove et fixe ses propres standards d'excellence.

Elom

Industrialisation

La PIA présente sa feuille de route au CNP

La Plateforme industrielle d'Adetikopé et le Conseil national du Patronat ont réuni, le jeudi 7 mai 2026, les chefs d'entreprises togolaises autour d'un déjeuner de travail. L'objectif est de faire connaître les atouts de la zone industrielle et convaincre le

l'écosystème industriel ont pris la parole. Tushar Khairnar, PDG de PIA SAS, le Colonel Idiola Sandah, Autorité de coordination de la PIA, Laurent Tamegnon, Président du CNP, et son vice-président Thierry Awesso ont présenté aux opérateurs

d'entreposage et une capacité énergétique de 30 MW, de quoi assurer une production industrielle stable et sans rupture. Le site abrite aussi un guichet unique qui concentre 27 administrations. Résultat mis en avant : un délai maximum de deux mois pour démarrer un projet, de l'enregistrement à la première production. Une rapidité qui se veut un argument décisif pour les investisseurs.

Au-delà des chiffres, les

finis directement depuis la plateforme. Un modèle qui ouvre des perspectives nouvelles, de l'agro-industrie au textile, en passant par la logistique et l'assemblage.

« C'est un plaisir d'ouvrir la PIA au Patronat afin d'avoir des échanges constructifs visant à

Plus d'une douzaine d'entreprises tournent à plein régime sur la PIA, et une dizaine d'autres sont en phase d'installation. Ces implantations traduisent une attractivité croissante et laissent entrevoir des retombées en termes d'emplois, de valeur ajoutée



secteur privé national de s'y installer pour accélérer la transformation économique du pays.

Autour de la table, les principaux animateurs de

économiques les conditions d'implantation et les facilités offertes sur la plateforme.

Les chiffres ont donné le ton. La PIA met à disposition 118 000 m² d'infrastructures

participants ont découvert la logique intégrée de la zone. Les entreprises peuvent construire leurs unités, transformer les matières premières et commercialiser leurs produits

mobiliser les chefs d'entreprises à s'installer sur la plateforme », a déclaré Laurent Tamegnon. Pour le président du CNP, il s'agit de rapprocher les décideurs économiques des infrastructures modernes et de créer les conditions d'un dialogue permanent entre industriels et gestionnaires de la zone.

La dynamique est déjà visible.

locale et de diversification du tissu productif.

Avec ce déjeuner de travail, la PIA et le CNP affichent une volonté commune : faire de la plateforme le cœur battant de l'industrie togolaise et donner aux entreprises nationales les moyens d'y jouer les premiers rôles.

Kodjovi

SWEDD+

Faure Gnassingbé offre gratuitement la phase pilote à 1500 jeunes filles du Grand Lomé

Le gouvernement togolais passe à l'action pour l'autonomisation des jeunes filles. À travers le ministère de la Planification du développement, en collaboration avec le ministère délégué chargé de la Jeunesse et des Sports et l'Union des Chambres Régionales de Métiers (UCRM), un appel à candidatures vient d'être lancé pour le programme « École de la Chance ».

L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique en Afrique subsaharienne plus (SWEDD+),

soutenu par la Banque mondiale. L'ambition : renforcer l'autonomie économique des jeunes filles togolaises, en priorité celles en situation de vulnérabilité ou ayant quitté précocement l'école.

1500 bénéficiaires pour une insertion rapide

« École de la Chance » vise à former 1 500 jeunes filles dans le District Autonome du Grand Lomé pour cette phase pilote. L'objectif est de leur donner des compétences pratiques et directement exploitables afin de favoriser leur insertion

professionnelle et l'accès à l'auto-emploi.

Des formations gratuites

dans des filières porteuses

Entièrement gratuites, les formations dureront de trois à six mois. Elles seront dispensées dans des centres et ateliers spécialisés recrutés pour l'occasion. Plusieurs filières ont été ciblées pour leur fort potentiel d'employabilité : (couture dame africaine, mercerie, broderie ; coiffure et tresse, confection de perruques ; esthétique (make-up), Pédicure et manucure).

Offrir une seconde chance Avec ce programme, les autorités veulent offrir une seconde chance à de nombreuses jeunes filles en leur permettant d'acquérir des compétences professionnelles solides. L'enjeu c'est de faire d'elles de véritables actrices de leur propre développement et contribuer au dividende démographique du pays.

Dieudonné

Accélérer l'innovation numérique

Le Djanta Tech Hub ouvre ses portes à Lomé



Suite de la page 3

Maritime découpées en 39 préfectures et 117 communes. Chaque préfecture, dotée d'un

chef-lieu et de plusieurs cantons, constitue l'échelon de mise en œuvre des politiques publiques. En 2016, la création de quatre nouvelles préfectures avait déjà

traduit la volonté de rapprocher l'administration des administrés.

Au-delà des nominations préfectorales, le Conseil des ministres du 6 mai a également

examiné et adopté deux projets de loi portant sur le renforcement des instruments relatifs à l'usage de l'énergie nucléaire et sur la création du

Fonds vert Togo, signe d'un agenda gouvernemental qui conjugue réorganisation administrative et enjeux stratégiques.

Elom

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités Récépissé N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao Cel: 91 36 37 55

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao Agbékponou Junior Ramzad Maroine Tchagnao Stanislas

Mise en page

Benjamin Tchabi

Imprimerie

Yanidel print, Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

OHADA

À Lomé, les ministres des Finances tracent la voie d'une autonomie financière pour garantir l'intégration juridique

Réunis à Lomé en session spéciale, les ministres des Finances des États membres de l'OHADA ont acté des mesures fortes pour doter l'organisation d'une autonomie financière durable. La rencontre, qualifiée de « session du courage, de la lucidité et de l'innovation » par Essowé Georges Barcola, ministre togolais de l'Économie et des Finances et co-président en exercice du Conseil des ministres de l'OHADA, s'est achevée sur des engagements concrets pour sécuriser l'avenir de l'institution.

Au terme des travaux, les ministres se sont accordés sur plusieurs principes. Les États membres devront appliquer strictement le mécanisme de financement autonome, honorer leurs contributions et apurer les arriérés selon un échéancier clair ou par le biais de créances négociables. Le Secrétariat permanent basculera vers un Budget-Programme à partir de 2028 et devra mobiliser des ressources innovantes : instauration d'une redevance OHADA, création d'un fonds de dotation, et numérisation du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier. Le rôle des ministres des Finances est également renforcé, avec une coprésidence des réunions et la généralisation des clauses arbitrales de la CCJA dans les contrats publics.

Ouvrant la session, le Secrétaire Permanent de l'OHADA, le Professeur Mayatta Ndiaye Mbaye, a rappelé l'urgence de la situation. Il a remercié les autorités togolaises, en particulier le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, pour leur soutien à l'intégration africaine, et salué l'engagement du ministre Barcola qui a fait de cette session une priorité de la présidence



togolaise. Il a aussi souligné l'apport du comité des experts qui a passé trois jours à identifier toutes les niches de financement possibles pour l'organisation.

Pour le Pr Mbaye, l'enjeu est de soulager les États tout en armant l'OHADA. « L'OHADA n'est pas une organisation de justice, mais une organisation africaine d'intégration juridique spécialisée en droit des affaires », a-t-il insisté. Sa mission est d'améliorer continuellement le climat des affaires, d'accompagner les États dans leur développement économique et de renforcer la sécurité juridique et judiciaire. Une OHADA mieux soutenue, estime-t-il, permettra aux pays membres de progresser économiquement et socialement. Il appelle donc à une collaboration étroite avec les ministères des Finances, du Budget, de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce, qualifiant l'organisation de « cadre de mutualisation exceptionnel d'expertise » au service des politiques publiques.

Le plaidoyer du Secrétaire Permanent a trouvé un écho immédiat. « Après le plaidoyer du Secrétaire Permanent, je voudrais le rassurer que nous les ministres des finances sommes les premiers bénéficiaires de l'OHADA. Nous allons travailler de façon pragmatique pour donner

à l'OHADA les ressources pour son meilleur fonctionnement et pour l'atteinte des objectifs assignés », a répondu Essowé Georges Barcola.

Dans son allocution, le ministre togolais a rendu hommage au Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement

existentiel : l'OHADA, pilier de la sécurité juridique et de l'activité économique, est fragilisée par une crise financière persistante. Les contributions des États arrivent avec retard ou de façon irrégulière, non par manque de volonté mais à cause des contraintes budgétaires liées aux

incertitudes mondiales, aux crises récentes, à la transition énergétique et numérique, et aux besoins sociaux croissants.

Cette dépendance aux partenaires techniques et financiers n'est plus tenable. « Une institution aussi stratégique ne peut durablement reposer sur des ressources extérieures incertaines », a averti le ministre

droit OHADA, étudier des redevances sur certains actes uniformes comme les actes notariés, capter les financements innovants liés au numérique et à la transition écologique, et renforcer les synergies avec les organisations régionales et continentales.

Ces propositions, examinées du 4 au 6 mai par le comité des experts et les directeurs de la comptabilité publique, doivent déboucher sur des recommandations concrètes et réalistes. « L'autonomie financière de l'OHADA est à notre portée pour peu que nous fassions preuve de volonté politique et d'esprit de solidarité », a martelé le ministre. Il a réaffirmé l'engagement du Togo pour une OHADA financièrement souveraine : « Aucune organisation ne pourra prospérer sans une base solide. Ensemble, forgeons les mécanismes qui libéreront l'OHADA de ses contraintes budgétaires et propulseront l'Afrique vers une intégration maître de son destin ».

La boucle est bouclée à Lomé.



de l'OHADA, pour sa vision et son engagement en faveur de la sécurité juridique, socle de la confiance des investisseurs. Il a rappelé que la dernière réunion sur le financement remontait à 17 ans, avec une clé de répartition adoptée en 2013. Aujourd'hui, l'enjeu est

Barcola. Il appelle donc à bâtir une véritable souveraineté économique et financière, sans alourdir les charges des États. Plusieurs pistes ont été mises sur la table : élargir les ressources propres via des contributions volontaires des acteurs économiques qui bénéficient du

Experts, ministres et Secrétariat permanent repartent avec une feuille de route claire : sécuriser le financement, moderniser la gestion et ancrer l'OHADA comme levier incontournable de l'intégration économique africaine.

Agbé

Togo

« Le Terroir », la Maison du Café inaugurée à Lomé pour booster la filière locale

Le Togo veut faire de son café un produit d'excellence et un moteur d'emplois. À Lomé, le Comité de coordination pour les filières Café et Cacao, avec l'appui de l'Organisation Interafricaine du Café, a inauguré « La Maison du Café, Le Terroir ». Cet espace dédié à la transformation, à la promotion et à la consommation du café togolais marque une étape clé dans la stratégie

nationale de valorisation des chaînes de valeur agricoles.

Pour Enselme Gouthon, Secrétaire général du CCFCC, « La Maison du Café, Le Terroir » est d'abord une vitrine. Elle doit exposer le savoir-faire des transformateurs locaux et donner plus de visibilité aux cafés produits et torréfiés au Togo. Mais l'ambition va plus loin. Le

lieu est aussi pensé comme un centre de renforcement des capacités pour les jeunes qui veulent se lancer dans les métiers du café. L'infrastructure s'inscrit dans l'axe 2 des Plans de développement des filières café et cacao, qui vise à accroître la transformation locale et à stimuler la consommation nationale.

Le projet répond à trois



enjeux majeurs selon le CCFCC : valoriser la production nationale, créer des emplois pour les jeunes

et les femmes, et consolider la

Suite à la page 7

Togo

« Le Terroir », la Maison du Café inaugurée à Lomé pour booster la filière locale

Suite de la page 6

chaîne de valeur du café. Enselme Gouthon appelle l'ensemble des acteurs à s'approprier l'outil. « La réussite de cette initiative dépendra de notre capacité collective à promouvoir et consommer le café togolais », a-t-il insisté lors de l'inauguration.

Présent à Lomé, Solomon S. Rutega, Secrétaire général de l'Organisation Interafricaine du Café, a salué une démarche qui dépasse le cadre togolais. « Ce moment ne constitue pas simplement l'ouverture d'une infrastructure. Il représente une expression claire d'une vision partagée : celle de la

transformation du secteur caféier africain », a-t-il déclaré. Pour lui, développer la consommation locale est crucial. « Chaque tasse de café consommée localement soutient l'emploi et garantit qu'une plus grande part de la valeur demeure sur notre continent ». Il voit dans « Le Terroir » une traduction concrète des priorités communes : renforcer la transformation sur place et ouvrir des opportunités aux jeunes entrepreneurs. Le Togo, ajoute-t-il, prouve que « la transformation n'est pas un concept abstrait, mais une réalité en construction ».

Au-delà de la vitrine commerciale, « La Maison du



Café, Le Terroir » se veut un incubateur. Dès son ouverture, elle lance la formation de 80 jeunes baristas venus de plusieurs régions du pays. L'objectif : faire émerger une nouvelle génération de professionnels capables de

maîtriser l'art de l'espresso, les méthodes douces, la torréfaction et la gestion d'un coffee shop.

Avec cette maison, le Togo aligne sa politique caféière sur sa vision de transformation économique. En connectant

producteurs, transformateurs, baristas et consommateurs, et en misant sur la jeunesse et l'innovation, le pays pose les bases d'une filière plus compétitive, plus durable et tournée vers le marché intérieur.

Dieudonné

Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Le Champion
Supermarché

Une nouvelle en Grand format !

PROLONGATION DU JEU DJAMA JUSQU'AU 31 JANVIER 2026

» DJAMA 65 cl, 50 cl et 33 cl

Décapsule et vérifie sous le joint de la capsule

SAVER DJAMA ON EST ENSEMBLE

Vis l'instant Yas YasApp

L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien !



Scanne, télécharge et utilise gratuitement ta YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert !



© - VOODOO

The Yas logo, consisting of the word 'Yas' in a bold, blue, sans-serif font with a yellow exclamation point, set against a yellow background.